



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Terre de liens
Sécurité sociale
alimentaire

p. 8

2 € - N°3947 - Du 21 au 27 octobre 2022



Mobilisés

pour le pouvoir de vivre

l'Édito

La laïcité à quel prix !

Il y a deux ans, on décapitait un professeur... Samuel Paty allait enseigner ce matin-là au collège avec un marteau dans son sac... Quelle solitude ! Lui, avait déjà compris qu'il exerçait un métier « à risques ».

Comment en est-on arrivés là ? Inexorablement, on assiste à une récupération de la laïcité par des forces politiques très habiles pour utiliser les symboles de gauche afin de cliver la société française. Ainsi, droite et extrême droite ont mené une véritable OPA sur le mot « laïcité », dénaturé et instrumentalisé pour pervertir la pensée et cibler une population : les Français de confession musulmane.

Quand Zemmour rassemble, le jour anniversaire de la mort du professeur, quelques centaines d'adeptes au square Samuel Paty, près de la

Sorbonne, et qualifie l'assassinat de « *francocide évitable* », il affirme que Samuel Paty est mort parce qu'il était français !

Non, Samuel Paty est mort parce qu'il expliquait à ses élèves la liberté de conscience et l'égalité des droits de croire ou ne pas croire, d'exprimer des convictions religieuses, ou non, dans le respect mutuel. Il est mort d'enseigner, au sens le plus noble du terme, à savoir former des jeunes à une citoyenneté commune, au vivre ensemble. Et c'est bien une police de la pensée qui a signé son arrêt de mort.

Alors, notre nouveau ministre de l'Éducation pourrait utilement disserter sur la question posée en 1904 par Jaurès : « *Comment la démocratie qui fait circuler le principe de laïcité dans tout l'organisme politique et social permettrait-elle au principe contraire de s'installer dans l'éducation, c'est-à-dire au cœur même de l'organisme ?* » Répondre à la question prendra sûrement plus de quatre heures, quant à remédier au mal...



Evelyne Bordet

Samuel Paty, 16 octobre 2020 : sauvagement assassiné pour avoir simplement bien fait son travail



Annonces

UPTC. Recherche et enjeux de société, l'exemple du cancer et des médicaments (conférence d'Anthony Gonçalves)

Vendredi 21 octobre à 18h30 – Maison des communistes à Perpignan.

Vernissage de l'exposition d'Irina Gapkovska

Vendredi 21 octobre à 18h30 - Restaurant Le Yucca à Perpignan.

Assemblée générale de l'Association Départementale des Élus Communistes et Républicains des Pyrénées-Orientales

Samedi 22 octobre à 10h - Salle Carrère à Cabestany.

Rifle des amis du Travailleur Catalan

Dimanche 23 octobre à 15h – Centre culturel Jean-Ferrat à Cabestany.

Suite à l'annulation par le Conseil d'État des scrutins de 2021, en raison de l'inéligibilité du candidat RN, l'élection cantonale partielle de Perpignan V aura lieu les :

27 novembre et 4 décembre 2022

Les communistes de la circonscription se sont d'ores et déjà réunis pour préparer la campagne électorale. Objectif : la réélection du binôme Françoise Chatard /Mathias Blanc.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante /
Directrice de publication Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet - Zorandim75 Adobe Stock
Illustrations : © Delgé

Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet /
Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Convergence des luttes

Raffineries

Les salaires au centre des débats



Raffinerie de Feyzin (69).

Les salariés des raffineries mettent le partage des richesses sur le devant de la scène.

Devant l'explosion des profits et les milliards distribués aux actionnaires, les salariés n'en peuvent plus de cette haine, ce mépris avec lequel le gouvernement et le patronat les traitent. Ils les humilient avec un tel flot de richesses déployées et piétinent le droit de grève.

Les travailleurs des raffineries réclament simplement leur part de richesse. Cette richesse, ils l'ont créée par leur travail. Ils réclament la revalorisation de 10 % de leur salaire. Mr Pouyanné, le PDG de TotalEnergies n'a pas eu honte de

s'octroyer plus de 50 % de hausse en restant dans son fauteuil de PDG. Il gagne 50 fois plus qu'un cadre et 116 fois plus qu'un technicien.

Un accord insuffisant

Même si un accord a été signé avec la CFE-CGC et la CFDT, les opérateurs majoritairement CGT, restent déterminés. « *Les propositions qui sont sur la table sont largement insuffisantes* », a déclaré Alexis Antonioli, de la fédération nationale CGT des industries chimiques. Hakim Bellouz, délégué syndical central FO TotalEnergies, précise qu'il s'agit d'une

« *enveloppe de 7 % pour 2023 avec une augmentation de 5 %* », le reste étant réparti « *sur l'ancienneté, la prise de coefficient ou des rétributions au mérite ... Bien en-dessous des 6 % de l'inflation* » analyse-t-il. Cependant c'est « *parce que le mouvement est puissant et fort qu'il y a eu négociation* » insiste Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. La Première ministre demandant aux préfets de réquisitionner les salariés ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Non seulement elle retarde les véritables négociations, donc la sortie du conflit, mais elle

se met dans l'illégalité vis à vis de l'OIT*. En effet la réquisition ne doit concerner que les activités essentielles (véhicules sanitaires, de secours, de sécurité, etc.). Pour ce faire, la France s'est dotée de stocks d'essence « *stratégiques* ». Pourquoi ne les utilise-t-elle pas ? Un appel est donc lancé par la CGT pour soutenir les salariés des raffineries contre cette attaque inadmissible au droit constitutionnel qu'est le droit de grève.

Dominique Gerbault

(*) *Organisation Internationale du Travail.*

Réquisitions

Peu importe le droit

On apprend aux pompiers que pour être efficaces face à un incendie, il ne faut pas attendre vingt ans, il faut intervenir vite et le plus tôt est le mieux. Pour éviter la catastrophe ! Au gouvernement ils ne savent rien de cette vérité élémentaire, en particulier en ce qui concerne les mouvements sociaux.

Une logique guide leur pas : laisser pourrir en espérant que la crise fasse long feu, que les grévistes s'épuisent et que l'opinion publique se retourne contre elles et eux.

Depuis plusieurs semaines, la grève des raffineries est lancée, le gouvernement regarde ailleurs.

Macron de toute sa hauteur : « *je ne vais pas m'occuper des négociations salariales chez Total* » des billevesées sans doute. Et puis tout tourne au vinaigre, la grève dure, s'étend.

Les pompes d'essences sont souvent vides. Les communications risquent d'être difficiles.

L'essence reste dans les raffineries, mais l'huile est sur le feu.

Dans la précipitation on fait semblant d'intervenir sans gêner, bien au contraire, le patronat. Il s'agit de casser la grève. On demande aux préfets de s'asseoir sur un droit constitutionnel le droit de grève pour réquisitionner les personnels. Les arrêtés sont immédiatement prêts, quand on veut aller vite on peut. Mais raté ! Les effets escomptés ne sont pas au rendez-vous... la fin de la grève se transforme en rebond et en élargissement.

Une journée interprofessionnelle est lancée pour le 18 octobre. Des secteurs appellent à s'insérer dans un mouvement. Ça converge fort, CGT, FSU, FO, Sud.

Pour les salaires, mais aussi pour le droit.

Le pouvoir est composé de machiavels aux petits pieds mus par une volonté de ne rien entendre de ce que dit le peuple, de le mettre au pas, et surtout soucieux de préserver les intérêts de capitalistes sans vergogne. Peu importe alors le droit.

Jean-Marie Philibert

Convergence des luttes

Justice

une réforme au forceps

La réforme de la police suscite la colère de la Police Judiciaire.

Le 6 octobre, 200 fonctionnaires de la police judiciaire se sont rassemblés devant l'hôtel de ville de Marseille, bras croisés et silencieux, formant une « haie du déshonneur », lors de la venue de Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale, afin de protester contre la réforme de la police prévue pour 2023. Le lendemain, Eric Arel-la, directeur de la police judiciaire de Marseille, très apprécié, était limogé. Depuis, les manifestations se multiplient dans toute la France.

Un gâchis de compétences

Cette réforme s'inscrit dans le cadre de la logique libérale du gouvernement de « mutualisation des moyens ». Elle prévoit de regrouper tous les services de police -renseignements, sécurité publique, police aux frontières et police judiciaire- sous l'autorité d'un seul directeur départemental, nommé par le préfet. Ce que dénoncent les fonctionnaires de la PJ et leurs syndicats, rejoints par des magistrats

voire des procureurs, c'est d'abord la départementalisation. « L'échelle départementale n'est pas du tout adaptée à la criminalité qui fait fi des frontières administratives » explicite



Mathieu Vallet du syndicat des commissaires de police. L'autre crainte c'est que la réorganisation des 150 000 officiers de police, ne permette d'utiliser les effectifs de la police

judiciaire pour des missions de sécurité publique ou de maintien de l'ordre. C'est « un véritable gâchis de compétences » affirme Frédéric Macé, secrétaire de l'association des magistrats instructeurs. Crainte d'autant plus justifiée que le préfet aura la main sur toutes les directions et que sa priorité sera sans nul doute le maintien de l'ordre public. Le risque d'intrusion du politique dans les enquêtes de blanchiment d'argent, de fraudes fiscales, de détournements de fonds, etc, est donc bien réel.

Un autre reproche adressé au gouvernement est la précipitation. Des expérimentations sont menées dans huit départements depuis janvier 2021 (dont les Pyrénées-Orientales, si-si) et que les « retours d'expérience sont catastrophiques », dit la députée LR Françoise Dumont. Bref une réforme au forceps de plus et un service public démantelé de plus.

Anne-Marie Delcamp

Retraites

Le gouvernement à marche forcée

Les parlementaires ont été reçus à Matignon, c'est projet contre projet entre la gauche et Macron.

Aller vite, alors que la colère sociale gronde dans le pays, tel est l'objectif du gouvernement pour imposer sa réforme des retraites. Elisabeth Borne a reçu les chefs des groupes parlementaires. Sans surprise, LR est favorable au report de l'âge légal de départ à la retraite. À l'inverse, le chef de file des députés communistes André Chassaigne a dit être « vent debout » contre cette réforme qui aura, selon lui, des conséquences « pour les plus modestes, les plus pauvres, pour ceux qui arrivent déjà cassés à l'âge de la retraite ». Comme le PCF, la cheffe de file des députés EELV Cyrielle Chatelain a « acté (ses) désaccords » avec la Première ministre, jugeant « inacceptable » un recul de l'âge de départ à la retraite. « On est toujours pour le dialogue social. Le problème, c'est lorsqu'il se résume à l'alternative : vous êtes d'accord avec moi ou tant pis » tacle le socialiste Arthur Delaporte. Or, entre le « travailler plus » macroniste et le « travailler tous, mieux et moins » qu'a défendu la Nupes lors de la marche du 16 octobre à Paris, ce sont bien deux projets de société qui s'opposent.

Jacques Pumaréda

Avec matraques et menottes...



À Saint-Denis, les parents d'élèves expriment leur colère après une journée présentée comme « sportive et citoyenne » animée par une association de policiers.

Habillés comme des policiers, les enfants de classes élémentaires ont pu manier matraques et menottes, tirer avec des pistolets laser sur des cibles... Avec Raid Adventure Organisation, on croit rêver quand sous couvert de citoyenneté les enfants vivent au sein de l'école une expérience de la violence... Avec la caution de la mairie qui affirme que tout s'est déroulé dans « une atmosphère sereine et apaisée ». Les parents d'élèves évoquent

le malaise des enseignants qui se sont sentis piégés par cette journée qui n'avait de citoyenne que le nom ! Quand l'un d'eux refuse de participer à l'atelier menottage, une autre s'insurge quand elle assiste à l'enseignement du placage ventral. Pourtant, aucun enseignant ne souhaite témoigner, silence également au niveau de leur hiérarchie.

Ce silence assourdissant interroge, d'autant que manifestement, l'organisation multiplie les initiatives dans toute la France que ce soit dans les quartiers ou les écoles. Les parents d'élèves de Saint-Denis demandent l'interdiction pure et simple de ce type d'interventions dans les écoles.

Evelyne Bordet

Ce n'est qu'un début...

Un rassemblement se tenait devant la préfecture vendredi dernier afin de soutenir les personnels des raffineries de pétrole en grève et menacés de réquisitions.

Près de 200 personnes avaient répondu à l'appel de la CGT, de la FSU, de Sud-Solidaires, de FO. Les responsables syndicaux se succédaient ensuite au micro. Julien Berthelemy, CGT, notait « une majorité galère, une minorité se gave, l'augmentation des salaires est une nécessité...le PDG de Total augmente son salaire de 52 % et ce sont les salariés qui sont stigmatisés...Plutôt que de négocier, le gouvernement remet en cause le droit de grève et réquisitionne, le mouvement de grève doit être élargi à d'autres catégories » le syndicaliste appelait à une nouvelle mobilisation le 18 octobre.

Pour la FSU, Géraldine Morales insistait sur la nécessité de soutenir les grévistes et condamnait fermement les réquisitions « les menaces sur le droit de grève sont inadmissibles, ne nous trompons pas de responsables de la situation actuelle ». Marc Anglaret de Sud Solidaires exprimait la même condamnation des atteintes au droit de grève, FO 66 s'alarmait du « dialogue social piétiné » et appelait



Une belle détermination à poursuivre l'action.

à la construction d'un rapport de forces.

Pour tous les présents, il s'agissait, ce soir-là, du début d'une mobilisation qui s'est poursuivie le 18 octobre et au-delà.

N.G.

Le 18 octobre À Perpignan comme ailleurs



Une centaine de jeunes lycéens ont rejoint le cortège.

Des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues mardi 18 octobre, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires pour faire entendre leurs revendications. Transports, école, énergie, dans un contexte devenu inflammable par la grève dans les raffineries, nombre de salariés du public et du privé, partout en France, exigent l'augmentation des salaires, des traitements, des pensions, des minima sociaux. Elles, ils disent non aux réquisitions et dénoncent les atteintes au droit de grève.

À Perpignan

Ils étaient 3 000 rassemblés devant la préfecture, plus nombreux encore que lors de la précédente manifestation le 29 septembre avec pour revendications l'augmentation des salaires, et surtout une meilleure redistribution des richesses. Une centaine de lycéens se sont joints au cortège sous les applaudissements des manifestants.

La colère gronde tout au long de la manif, car les travailleurs ne peuvent plus admettre que la baisse de leur pouvoir d'achat contraste

avec les niveaux de profits sans précédent de certains secteurs, pétrochimie en tête. « Nos salaires ne nous permettent pas de vivre normalement », clame un participant. C'est bien la France des fins de mois difficiles qui s'exprime avec une légitime colère. Tout le monde a bien compris que pendant que le gouvernement exhorte à la sobriété, les patrons et les actionnaires se gavent. D'où l'exigence d'une plus grande part de la richesse qu'ils produisent, et l'indexation des salaires sur l'évolution des prix, donc l'augmentation du Smic et des minima sociaux. Les tentatives de dresser les travailleurs les uns contre les autres, assenant jour après jour dans les médias que les grévistes sont des nantis qui empêchent les autres de travailler étaient mises en échec par une belle solidarité.

Avec les attaques du gouvernement contre le régime des retraites et contre les retraités via le report de l'âge légal de départ, auquel la majorité des Français est opposée, l'automne risque d'être chaud dans la rue ! À suivre ...

Evelyne Bordet



Tautavel

Un choix critiquable



Une commune peut-elle offrir, à la filiale d'un groupe international coté en bourse, un foncier communal pour la construction d'une résidence privée pour personnes âgées ?

La réponse est oui !

Lors d'une délibération du conseil municipal, la commune de Tautavel a décidé d'offrir un foncier constructible appartenant à la commune, pour 1€ symbolique, à une filiale du groupe KORIAN.

Korian est une entreprise française et internationale de gestion de maisons de retraite médicalisées (Ehpad), de cliniques spécialisées dans les soins de suite et de réadaptation (SSR), de résidences services, de soins et d'hospitalisation à domicile.

Le groupe, coté en bourse depuis 2006, est présent dans sept pays d'Europe, principalement en France et en Allemagne. Fin 2021, Korian contrôle un réseau de mille établissements et 90 000 lits qui réalisent 4,3 milliards de chiffre d'affaires.

Pourquoi alors offrir ce terrain ?

À l'heure où l'État réfléchit à la taxation des super-profits, la commune de Tautavel s'est laissée convaincre par les super-profiteurs.

Pourtant, depuis le milieu des années 2010, le groupe fait déjà l'objet de critiques récurrentes pour certaines de ses méthodes de gestion ; il est notamment accusé de maltraitance des personnes âgées et d'offrir de mauvaises conditions de travail à ses salariés. Trente

plaintes visant des Ehpad gérés par le groupe privé, notamment pour homicide involontaire et mise en danger de la vie d'autrui, ont été déposées par plusieurs familles devant une douzaine de parquets, selon un article paru le 8 juin 2022 dans Le Parisien. L'avocate Sarah Saldmann a indiqué au quotidien avoir reçu « plusieurs dizaines » de témoignages de familles dénonçant des faits de maltraitance dans les Ehpad du groupe. L'émission Cash Investigation d'Élise Lucet sur France 2, diffusée en mars 2022, pointait également les manquements de ce groupe.

Dès lors se pose une question, ce groupe et ses nombreuses filiales doivent-ils encore bénéficier de l'aide financière des collectivités ?

Si Tautavel avait besoin d'une résidence service, il existe une ingénierie publique capable de réaliser et de gérer ce type d'équipement dans notre département (l'office public HLM départemental) sans avoir besoin de recourir au secteur privé aux méthodes peu recommandables et dont la justice s'est saisie.

Dominique Poirot

Migrants

« Réseau Solidarité migrants » est né !

Création d'un collectif afin de coordonner les actions des différentes associations de soutien aux migrants.

De nombreuses associations apportent déjà leur soutien aux migrants en les aidant qui dans leur parcours administratif qui dans leur hébergement ou leur nourriture qui dans leur intégration. Mais souvent elles sont amenées à intervenir à plusieurs niveaux et s'y épuisent. Afin de coordonner leurs actions, diverses d'entre elles se sont réunies le 14 octobre à l'initiative du Secours catholique. Étaient présentes l'Asti et la Cimade, spécifiées dans l'accompagnement en préfecture ; le Mrap et le RESF dans la scolarisation ; Welcome to mi-

grants qui développe des activités en direction des jeunes migrants, Germa a priori centrée autour des besoins vitaux comme l'hébergement et la nourriture des déboutés. Présente également la Spada (structure de premier accueil des demandeurs d'asile) qui est une délégation de service public en charge en priorité de l'hébergement des demandeurs d'asile. D'autres structures d'aide plus ou moins institutionnelles, absentes lors de cette réunion ont été évoquées : la Locale, en passe d'éditer un livret d'accueil en direction des nouveaux arrivants ;

les Cartables d'identité qui collecte fournitures scolaires et jouets de Noël pour les sans-papiers ; le comité de soutien aux sans-papiers qui organise des événements festifs lucratifs, l'aide financière étant capitale. La réunion a débouché sur la création d'un collectif, « Réseau Solidarité migrants » rassemblant toutes ces associations. Son premier acte sera l'organisation de la journée internationale des migrants du 18 décembre.

A.-M. D.

Environnement

Obligés de subir toutes les pubs ?

Des associations œuvrent pour libérer l'espace public des écrans et autres publicités lumineuses.

Lorsqu'on se déplace dans Perpignan, on remarque une quantité importante d'écrans numériques, d'enseignes et de publicités lumineuses, même la nuit. Est-ce normal ? Non. Avec la nécessité de faire des économies d'énergie en raison à la fois du climat et du prix de l'électricité, le bon sens voudrait qu'un effort soit fait. De plus, la pollution lumineuse des écrans menace la biodiversité et la lumière bleue est toxique pour la rétine. La fabrication des écrans publicitaires implique l'extraction de ressources polluantes dans des conditions de travail indignes. Les panneaux défilants incitent à la surconsommation et une image animée au bord de la route distrait les conducteurs.

Mieux gaspiller et consommer toujours plus

Les écrans publicitaires ne sont pas toujours légaux ou ne respectent pas la régulation au niveau des horaires ou de l'intensité lumineuse. Ils ne sont même pas toujours en conformité avec le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) de Perpignan Méditerranée Métropole qui donne des dérogations à la loi nationale. Nombre d'associations œuvre depuis plusieurs années pour inciter à suivre l'exemple des maires de Grenoble ou de Paris qui ont eu le courage politique d'interdire la plupart de ces publicités dans



© Philippe Poisse

leur ville. Mais les courriers et communiqués de presse sont restés sans effet. La proposition d'une enquête publique a été ignorée.

On ne peut que louer les efforts d'*Alternatiba66* et *Paysages de France* qui demandent à présent au tribunal administratif de Montpellier d'annuler le RLPi de Perpignan Méditerranée Métropole. La représentante locale de *Paysages de France* avait déjà obtenu le démontage des panneaux de chaque côté de la route qui longe le centre commercial de Claira ainsi que des panneaux numériques défilants dans le centre-ville de Lodève, précise Éric le Balier d'*Alternatiba66*.

Veronika Daae

Energie Le Gazoduc revient dans l'actualité

Le Parlement européen a voté le 5 octobre une résolution visant à la création d'un marché unique de l'énergie.

Le collectif « *Non au MidCat* », en sommeil depuis l'abandon du projet en 2020 par le parlement européen, renaît. Les arguments restent les mêmes. Mais les conditions ont changé. D'un côté, la guerre en Europe a profondément modifié l'accès au gaz russe, devenu plus cher et plus incertain. De l'autre, et c'est plus inattendu, le président Macron s'est opposé à cette relance le 6 octobre.

Un refus justifié

Pour partie, les arguments de 2019 restent valides. Mais, « *l'absurdité économique* » évoquée par le collectif depuis plusieurs années, est incontestablement affaiblie par l'emprise du réel, l'actualité des sanctions et de la guerre. Le faible coût du gaz russe et la prévision du doublement du gazoduc sous-marin

Nord Stream n'ont plus tout à fait la même validité. « *L'inefficacité énergétique* », affirmée

200 km de long, en surface, une largeur de 35 m qui traversent les Pyrénées et notre départe-

les énergies fossiles.

L'Espagne, le Portugal, La Generalitat de Catalogne et l'Allemagne soutiennent aujourd'hui ce projet.

Nécessité d'agir

La France, pour l'instant n'y est pas favorable. Le collectif (30 associations et partis) s'y oppose et entend, dans les semaines qui viennent relancer son activité. Une prochaine réunion sera programmée et convoquée. S'appuyant sur les actions passées, où « *de très nombreuses communes avaient déjà exprimé leur défiance en 2019, le Conseil départemental et le Conseil régional avaient, eux aussi, adopté une motion d'opposition au passage de ce gazoduc* », le collectif « appelle toutes les associations et collectivités à renouveler ce refus ».

Michel Marc



Le collectif « *Non au MidCat* » bien décidé à agir.

par les commissions de régulation de l'énergie française et espagnole, restent de mise. Enfin, « *l'atteinte importante à l'environnement et à la biodiversité* » reste plus que jamais valide :

ment, une saignée monumentale en pleine nature et dans les domaines agricoles. Reste le rejet général de l'énergie fossile, admis par les accords de Paris, dans le cadre de la lutte contre

Les Klarsfeld se déshonorent

Philippe Benguigui, président fondateur de l'association mémorielle Zakhor pour la Mémoire, a reçu les insignes de chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur en présence du couple Klarsfeld et du maire RN Louis Aliot.

La dédramatisation du RN prend parfois des chemins qui peuvent nous laisser pantois, tant la famille Klarsfeld s'est souvent fortement opposée au Front National. Louis Aliot lui-même ayant condamné dans le passé les propos de Serge Klarsfeld. Ce qui s'est passé ce 13 octobre à l'hôtel Pams a fait réagir Roger Hillel « *J'ai toujours apprécié les Klarsfeld pour leur courage et je suis redevable à Serge Klarsfeld pour son énorme travail de recherche sur la solution finale. Leurs publications m'ont permis d'élucider dans quelles conditions mes parents et moi (j'avais 4 ans) avons échappé à la rafle du 29 mars 44, qui se déroula à Avignon, au cours de laquelle furent arrêtés par la Gestapo, assistée par la milice française, trois membres de ma famille (ma tante et sa fille et mon grand-père paternel). Ils furent incarcérés à Drancy puis conduits à la mort au camp d'extermination d'Auschwitz. Je n'imaginai pas que les Klarsfeld puissent se prêter à cette ignoble mascarade de se retrouver, en toute connaissance de cause, à côté de Louis Aliot* ».

Sur la même photo et côte à côte, Louis Aliot et le couple Klarsfeld, devrait soulever l'indignation de tous les républicains et démocrates qui n'ont pas la mémoire courte !

Jacques Pumaréda

! ERRATUM

Attention

Une erreur s'est glissée dans la brève évoquant le coup de pouce du Conseil départemental aux EHPAD des P.-O. (TC N°3946)

Il fallait lire : le Conseil départemental a décidé pour 2023 d'agir sur deux leviers : augmenter le taux directeur pour l'hébergement (de 0,80 % à 1,6%) ; d'augmenter le GIR* départemental de 2,3 %.

Soit plus 900 000 € du budget de l'institution qui permettront d'améliorer l'accueil et les conditions de vie des résidents et des personnels.

*GIR départemental :

valeur qui sert de référence pour le calcul des forfaits globaux de dépendance des EHPAD.

Alimentation

La fourche, la fourchette et l'assiette



© Veronika Daae

Une demi-journée organisée le 15 octobre à Prades par Terre de liens et Terres vivantes a permis de jeter les fondements d'une orientation politique au sein des mouvements engagés pour une agriculture paysanne, en faveur du projet de sécurité sociale de l'alimentation.

En la salle du Foirail à Prades, symbole de l'histoire de la paysannerie, les associations *Terre de liens* et *Terres vivantes* ont organisé une demi-journée de réflexion suivie d'une soirée festive le samedi 15 octobre. Le thème ? La Sécurité sociale de l'alimentation ! Voilà un souci hautement politique qui donne une teinte nouvelle à la pensée du monde de l'agriculture bio. La « Conf » ou Confédération paysanne, l'Alternative aux pesticides, le Soudaki, des agriculteurs, des épiceries solidaires étaient là. Une organisation sans faille et un accueil chaleureux ont fait honneur à la centaine de personnes qui s'était déplacée.

La présentation faite par l'Administrateur local de *Terre de liens* et par la Présidente de *Terres vivantes*, venue de l'Hérault, a montré l'intérêt sincère pour la question sociale qui a motivé l'organisation conjointe de la rencontre. Judith Carmona de la Conf, élue à la Région a exposé l'implication particulière de l'Occitanie avec son objectif de soutien à 10 000 fermes. Elle a posé la question de la pertinence du chèque alimentaire pour répondre au besoin de solidarité.

Pour un parcours intellectuel nourri de créativité collective

Mathieu Delmas de Grenoble s'est attaché ensuite à bien enfoncer le clou de l'évolution qui va de la fourche (pratiques de cultures éthiques), à la fourchette (des repas sains de qualité) pour aboutir à l'assiette (la question politique de comment nourrir sainement tout le monde). Ce cheminement des préoccupations, incarné par le parcours du conteur du début de ses études à sa posture militante actuelle nous est présenté non sans humour sous la forme d'une conférence gesticulée qui, malgré ses longueurs, amène le public à adhérer à sa logique empreinte de bienveillance. Chacun aura compris que le chèque alimentaire ne garantit pas la dignité et que la solution passe par la solidarité à la manière d'Ambroise Croizat qui fonda la Sécurité sociale pour les soins médicaux.

Trois ateliers ont suivi la conférence pour jeter les premières pierres d'un projet politique concret. Place ensuite à la convivialité !

Veronika Daae

Décès de Jacques Cresta

Jacques Cresta vient de nous quitter à l'âge de 67 ans des suites d'une longue maladie. Il avait été élu en 2002 premier secrétaire fédéral du Parti socialiste catalan et réélu trois fois à ce poste. Jacques Cresta a occupé plusieurs fonctions électorales : conseiller municipal de Cabestany, conseiller régional du Languedoc-Roussillon, il est élu en 2012 député de la première circonscription des P.-O. Tête d'une liste d'union de la gauche en vue des municipales de Perpignan en 2014, une liste qui ne recueille que 11,87 % des suffrages et se retire avant le second tour pour éviter l'élection de la liste FN. En 2017, Jacques Cresta rejoint le mouvement En marche.

Le TC présente ses condoléances à ses proches.

Collioure

P'tit Louis a quitté son port d'attache

Louis Baloffi, ancien pêcheur et vigneron, est décédé à l'âge de 101 ans.



P'tit Louis entouré des camarades de la section AML, lors de ses 100 ans.

C'est devant une foule nombreuse, recueillie, qu'un hommage officiel a été rendu à Louis Baloffi appelé P'tit Louis, place du marché à Collioure, jeudi 12 octobre dernier. Figure emblématique, figure incontournable de Collioure, P'tit Louis, ancien pêcheur et vigneron, connu dans le département et au-delà pour ses maquettes de barques catalanes, venait d'avoir 101 ans. Mémoire vivante de Collioure, la municipalité, les Colliourencs et ses nombreux amis, dont le réalisateur et ami de longue date, Jacques Perrin, avaient fêté ses 100 ans en septembre 2021. Mais P'tit Louis, c'était aussi le communiste qui, pendant plus de vingt, alors que Jean Vila, ancien maire de Cabestany, était aux manettes d'IPP (l'ancienne régie de la publicité du Travailleur Catalan), sillonnait le département pour récolter de la pub pour notre journal. Collioure vient de perdre un homme authentique. À Hélène sa femme, à Jacques son fils, le Travailleur Catalan présente ses condoléances.

Michèle Devaux

Intégralité de l'article à lire sur le site : letc.fr



Université Populaire du Travailleur Catalan

vendredi 21 octobre à 18h30 au siège du Travailleur Catalan

Recherche et enjeux de société :
l'exemple du cancer et des médicaments

Conférence

de Anthony Gonçalves
cancérologue, professeur de médecine



Docteur en médecine, professeur à l'université d'Aix-Marseille, chef du département d'oncologie médicale, directeur du centre de lutte contre le cancer de Marseille, Anthony Gonçalves abordera les aspects les plus récents de la recherche sur le cancer et des médicaments innovants.

Signataire de l'appel des oncologues français contre l'explosion des prix des médicaments du cancer, il analysera les enjeux politiques qui se rattachent à la recherche médicale. Comme d'habitude, la conférence se terminera par un buffet partagé.

Société



Crack, le déni !

Le résultat des recherches entreprises par Dominique Sistach, enseignant chercheur à l'Université a été mis à la disposition de tous, et c'est louable. Accompagné par deux travailleurs sociaux en activité et étudiants, il présentait son travail. Personne ne pourra plus détourner le regard.

Plusieurs années de recherche sur le terrain, de rencontres, momentanément freinées par le Covid, ont abouti à un constat qui, s'il n'est jamais précisément chiffré, apporte au citoyen (80 personnes présentes lors de la conférence), aux institutions et aux administrations de quoi réfléchir et de quoi appréhender le réel vivant de la ville. Le « Crack » et son développement assez récent modifient en profondeur les comportements et les habitudes de ceux qui consomment et de ceux qui les ignorent.

La drogue à la portée des pauvres

7€50 la « galette », le « caillou blanc » ! Le produit, d'abord distribué en région parisienne dans les années 90, semble envahir les villes de province et Perpignan en particulier. « La chasse a été faite à Paris, avec des forces de police immenses, et donc le produit s'est décentralisé. Cette forme d'intervention est aujourd'hui la même à Perpignan, celle qui oblige aux déplacements ». Le constat est sans appel. Il y a bien un lien direct entre l'augmentation de la population marginalisée qui « fait la manche » en ville, et l'augmentation visible et au grand jour de la prostitution, dans des quartiers jusqu'alors inexplorés (moulin à vent, poste centrale...). « Sur la ville, nous avons pu cartographier plusieurs zones : zone de deal, zone de consommation et zone de repos et de latence. Les consommateurs circulent ». Le Crack détruit, il est une drogue extrêmement addictive, car son effet est court.

Le déni des autorités en cause

« Notre rôle, c'est d'informer et prévenir, d'un point de vue sanitaire, simplement, et aussi de l'importance de l'aide psychologique que nous pourrions apporter » tient à préciser Michaël, le travailleur social. « Il n'y a pas de produits de substitution, pas de traitements, pas de points d'accueil, c'est grave ! Le Crack n'est pas pris en compte. Les consommateurs, ou une partie d'entre eux, sont pourtant sensibles et attentifs aux accompagnements et aux aides qui pourraient leur être apportées ». Et d'accuser : « Perpignan est pauvre ? Le SDF est en danger ? Il y a ce qu'on veut bien voir et ce que l'on refoule. Pour les élus, l'hôpital, la police même, ce n'est pas si grave ! ». Et pourtant. Cette réalité finira bien, en l'état, par rattraper la communauté.

Michel Marc

Top 14

USAP tu me fais mal !



Les Clermontois enfoncent un peu plus les Catalans dans une spirale négative (10-20).

L'ASM Clermont, même si cette équipe n'a pas réalisé des actions spectaculaires, est tout de même très solide. Une équipe qui ne lâche rien. Une équipe bien rodée pour ce contraignant championnat qu'est le Top 14. Pragmatique. Les Clermontois ne se sont relâchés qu'à la 75^e minute alors que le score (3-20) ne laissait aucun doute sur l'issue du match. Face à ces Auvergnats, une équipe de l'USAP qui, malheureusement, ne fait plus rêver.

Une équipe catalane impuissante

Face à des avants clermontois solides et hyper organisés, les Catalans ont fait preuve de vaillance, il est vrai. Mais est-ce suffisant ? Visiblement non. Beaucoup trop de lacunes dans cette équipe sang et or. Une touche, au risque de se répéter toutes les semaines, qui n'arrive plus à récupérer les ballons sur ses propres lancers. Un manque de synchronisation lanceur-sauteur, même si le contre adverse fit merveille, et au final, la perte de sept ballons. Aucune solution pour éviter de se faire contrer. Une réelle impuissance dans ce domaine et, de fait, des lancements de jeu impossibles. Une mêlée qui tangué dès qu'entrent sur la pelouse les remplaçants. Une charnière catalane qui ne peut pas, de fait, peser sur le match. Des trois-quarts solides en défense mais qui n'ont pas ou plus la force ou encore la facilité de transpercer le rideau défensif adverse. Que penser enfin de l'indiscipline vraiment récurrente avec un nombre inadmissible de pénalités, peut-être pas toujours justifiées il est vrai, mais qui per-



Siva Halanukonuka absent à Bayonne.

turbent le bon fonctionnement de la machine USAP ? Bref ! Une USAP tristounette à voir jouer, une USAP sans éclat. Une USAP qui n'enflamme plus les travées d'Aimé-Giral. Et des supporters qui ont mal et qui s'emm... parfois.

La lutte pour le maintien sera terrible

Trois équipes semblent, à l'issue de la septième journée, embarquées dans la même galère. Brive, qui vient de licencier l'un de ses

coachs, Pau et l'USAP. Or, les plus pessimistes vous rétorqueront que les Catalans ont déjà perdu à Pau mais surtout sur leur pelouse, plus que lourdement, face aux Brivistes. Il est, dès lors, évident que les sang et or jouent un championnat à trois et qu'il ne leur sera pas possible de prétendre à autre chose. Lors de cette septième journée ces trois équipes ont mordu la poussière sur leurs pelouses respectives. Le sourire de certains joueurs catalans à la fin du match ne semblait pas (il faut

l'espérer!) lié au fait que l'USAP a... perdu ce match contre l'ASM Clermont, mais plutôt à la contre performance de ses adversaires directs au maintien. Dans cette lutte pour rester en Top 14, il est souvent de tradition de retrouver le club promu de Pro D2. Que nenni ! Pas cette saison... pour l'instant du moins.

Bayonne n'a pas la tête d'un promu

Le club basque s'est renforcé en qualité à l'intersaison et réalise un début de saison plus que correct avec des victoires, sur sa pelouse il est vrai, contre certains cadors du championnat, Racing, Bordeaux-Bègles et La Rochelle. Excusez du peu ! De fait les Bayonnais pointent à une place très honorable avec quatre points de plus que l'USAP. Ce samedi les Catalans se rendent à Jeau-Dauger dans un temple du rugby où l'ambiance est toujours très prenante. Au complet les sang et or auraient pu titiller les Basques. Or trois nouveaux blessés sont venus s'ajouter, lors du dernier match, à une infirmerie déjà trop bien remplie.

Une victoire de l'USAP et Bayonne serait, lui aussi, dans le groupe des candidats au maintien. Même si les Catalans ont mal au crâne suite aux deux dernières défaites, le manager Patrick Arlettaz pense que « l'USAP a existé contre Clermont et va gagner des matchs en mettant cet engagement-là ». De bon augure ! Espérons que contre l'Aviron Bayonnais, l'USAP... ne ramèra pas trop.

Fins aviat !

Jo Solatges

PROMOTION

TOURRES JEAN
 Electricité
 Climatisation
 Pompe à Chaleur
 Entretien
 Dépannage
 04 68 22 86 30

TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando' Club Vous propose

Dimanche 23 octobre 2022, Corbera

Les collines de l'Aspre qui dominent le site et la vallée de la Têt ont été très tôt occupées, dès le Néolithique ; en témoignent les trois dolmens au-dessus de l'ermitage de Saint Maurice et les vestiges de la grotte de Montou.

Corbera fait partie de ces agglomérations dont la situation géographique s'est modifiée au fil des siècles. C'est au cours du X^e s. que deux villages sont mentionnés à plusieurs reprises : il s'agit de Vallventosa (vallée venteuse) et Corbera. Ce Corbera est cité en 953 mais ne correspond à aucun des trois villages que nous connaissons aujourd'hui et qui se trouvent sur le même territoire à savoir :

- Le vieux village en ruines près du château : Corbera de Dalt
- L'actuel village de Corbera : les Cortals ou Corbera del Mig
- Corbera les Cabanes

La présence de l'église romane St Pere del Bosc sur une petite éminence au sud-est de la Coume permet de situer le premier Corbera. Cette église, citée en 1163 dans une liste des possessions de St-Martin-du-Canigou demeurera paroissiale jusqu'au XVII^e s. Son cimetière, où l'on trouve de nombreuses tombes médiévales, sera utilisé jusqu'à la fin du XIX^e s.

Le XIII^e et XIV^e s. sont des périodes de haute insécurité. De multiples guerres ravagent le Languedoc-Roussillon : guerre avec la France, affrontements entre rois de Mallorca et d'Aragon, bandes armées qui brûlent et pillent tout sur leur passage. Et enfin des grandes pestes à partir de 1348.

Aussi bon nombre de villages disparaissent, les habitants recherchant



protection auprès du château seigneurial, à l'abri des remparts dont la construction est obligatoire vers 1360...(*)

Des précisions

Durée : 4h. **Dénivelé** : 420m. **Difficulté** : facile. **Conditions** : licence annuelle 35€ ou assurance journalière 3€. **Repas grillade** : apporter apéro, eau, vin, viande...

Départ : 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan.

Renseignement : Jean-François 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(*) La suite sur www.letc.fr/rubrique/departement/sport/culture.

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -



[Accense] Conseils

Société d'Avocats
52 av du Riant Portail du Midi
19100 BRIVE
05 55 17 19 00

Aux termes d'une décision de l'associé unique de la SAS GRANDS GARAGES PYRENEENS, au capital de 1 800 000 euros, ayant son siège à PERPIGNAN (66) 1007, avenue d'Espagne, immatriculée 539 502 898 RCS PERPIGNAN en date du 04/10/22 :

- la SAS N.D.K., au capital de 10 000 000 euros, ayant son siège à PERPIGNAN (66) Chemin de la Fauceille - Espace Automobile, immatriculée 379 492 374 RCS de PERPIGNAN, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de la SAS GROUPE DAVID GERBIER, démissionnaire.

- la société BMA AUDIT, domiciliée à VILLENEUVE LES MAGUELONE (34) 17 rue des Palourdes, a été nommée en qualité de Co-Commissaire aux Comptes titulaire pour un mandat de six exercices, soit jusqu'à la décision de l'associé unique sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

POUR AVIS - Le Président



[Accense] Conseils

Société d'Avocats
52 av du Riant Portail du Midi
19100 BRIVE
05 55 17 19 00

Lors de l'AGO du 30/06/22 de la SAS N.D.K., au capital de 10 000 000 euros, ayant son siège à PERPIGNAN (66) Espace Automobile - Chemin de la Fauceille, immatriculée 379 492 374 RCS PERPIGNAN, il a été décidé de ne pas renouveler les mandats des sociétés GRANT THORNTON CAC-titulaire et SECA CAC-suppléante.

POUR AVIS - Le Président

RECTIFICATIF

Rectificatif à l'annonce parue dans le Travailleur Catalan n°3944 le 30/09/2022 concernant CatEnR SCIC SAS à capital variable, 26 rue de l'avenir 66 000 Perpignan, n°803 140 409 au RCS Perpignan, lire: 5, rue Alfred Sauvy 66 600 Rivesaltes pour l'adresse d'OPTIMEX-AUDIT SARL en lieu et place de 2 bis, rue Alfred Sauvy.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 17 octobre 2022, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION : GAREL AUDITION

FORME : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

CAPITAL SOCIAL : Le capital social est fixé à la somme de deux mille euros (2.000,00 euros). Il est divisé en 100 actions de 20,00 euros chacune, numérotées de 1 à 100.

SIEGE SOCIAL : PERPIGNAN (66000), 2 rue Carboneil i Tries, Résidence Epure.

OBJET : L'activité d'audioprothésiste, le négoce d'articles, matériels et produits d'audioprothèse, l'achat, la vente, la réparation, le réglage et l'adaptation de tout matériel auditif et tout accessoire pouvant se rapporter directement ou indirectement aux malentendants, ainsi que tout matériel d'audiométrie et dérivés. L'exploitation de toute activité de prestation de services, de développement et de méthodologie relative à l'activité d'audioprothèse, tant en matière commerciale, publicitaire, technique, de recherche, que de formation.

DUREE : quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés;

RCS : PERPIGNAN

ASSOCIE : Madame Cynthia Johanna CHAUVINEAU, née à POITIERS (86000), le 8 mai 1984, demeurant à THEZA (66200), 8 route de Villeneuve, épouse de Monsieur Fabrice William GAREL.

PRESIDENCE : Le premier président de la société est Madame Cynthia Johanna CHAUVINEAU, demeurant à THEZA (66200), 8 route de Villeneuve.

CESSIONS D' ACTIONS : soumises à agrément dans les tous les cas.

Pour avis

Où sortir ?

Perpignan

Rue des Romarins | Vendredi 21 octobre à 20h | Concert **La substance** | 12€ tarif réduit 6€.

Rue Jean Payra | Vendredi 21 octobre à 21h | Concert **Emma Peters** | 20€ tarif réduit 18€.

Bages

Rue de la Salle | Jeudi 27 octobre de 15h30 à 16h30 | Ciné-concert jeune public - **Mar i Munt** | Gratuit.

Bolquère

Grand Rue | Samedi 22 octobre à 19h30 | Fête du Roser Dîner-Spectacle - **Les plus grands succès musicaux des années 60, 70, 80, 90...** | 25€ adulte 10 enfants de 6 à 12 ans gratuit - 6 ans.

Canet-en-Roussillon

Rue du stade | Mercredi 25 octobre de 15h à 16h | Conte musical dès 5 ans tout public **Raoul et moi** | 6€.

Oniria | Du samedi 22 octobre au dimanche 6 novembre | **Oniria Fête Halloween** | 14€ - enfant 11€.

Céret

Salle de l'Union | Dimanche 23 octobre à 17h | Orchestre national de Montpellier - **Échos classiques** | 15€ tarif réduit 12€.

Maureillas-las-Illas

Foyer Rural | Samedi 22 octobre à 20h | Concert **Découverte Opéra** | 19€ - Abonné 14€.

Palau-del-Vidre

Place de la République | Mardi 2 octobre à 15h | Ciné-Danse jeune public **Grosse colère et fantaisies** | Gratuit.

Port-Vendres

Place Castellane | Dimanche 23 octobre à 15h | Spectacle - **Les andalouses orientales** | 10€ - enfant 5€.

Tresserre

Foyer Rural | Du vendredi 21 octobre au dimanche 23 octobre à partir de 18h30 | **Fête des sorcières** | Gratuit.



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

Rivesaltes

L'Argentine en Guitare

Les Dômes accueillent Roberto Aussel, interprète classique d'exception.

De Toulouse à Montpellier, les *Internationales de la guitare* ont proposé un programme diversifié mettant en scène la guitare dans tous ses états. Du blues au flamenco, du classique à l'expérimental, ce ne sont pas moins de 23 concerts et un salon de la lutherie qui se sont tenus du 16 septembre au 19 octobre. Dans le département, un passage par Céret (Jason Mist, slide guitar) et le concert classique le 15 octobre aux Dômes de Rivesaltes par Roberto Aussel, célébrité internationale d'Argentine, ont ponctué l'événement.

La classe d'ensemble de guitare de Saint-Estève, sous la direction du professeur Miguel Angel Romero a ouvert la séance. « Cette classe d'élèves est initiée par la mission pédagogique de diffusion musicale dans le cadre des actions culturelles du Conservatoire de Perpignan », a expliqué le professeur. Le concert magnifique donné par Roberto Aussel a commencé par un clin d'œil à la Catalogne avec le célèbre Fernando Sor. Le compositeur espagnol Manuel de Falla était aussi à l'honneur, lui qui a quitté l'Espagne pour l'Argentine après la guerre civile. Des danses et chansons puis une œuvre plus contemporaine de Richard Bennett composée en 1968, avant les morceaux argentins. L'interpréta-



Entre sobriété et amour exalté...

tion authentique d'œuvres d'Arthur Piazzola était attendue. Roberto Aussel a exprimé là son attachement à sa région natale et le public s'est laissé mener à cette visite intime. « Je suis revenu à Rivesaltes aujourd'hui après 12 ans pour donner ce concert. C'est un moment important pour moi » confiait-il en coulisses à l'issue du spectacle.

Veronika Daae

Livres

Jeunesse à la dérive

Avec « *Soleils d'or, le rêve d'Escaro* » le journaliste Jean Kouchner dresse le portrait d'une société malade où la jeunesse peine à trouver sa place.

Jean Kouchner est journaliste, enseignant dans ce domaine et passionné de montagne. Il est aussi le frère de l'ancien ministre. Apparemment il connaît bien les Pyrénées-Orientales, la mention d'Escaro dans le titre du roman qui vient de sortir chez Balzac éditions, l'atteste. Dans *Soleils d'or, le rêve d'Escaro*, cette petite commune du Conflent, célèbre pour ses anciennes mines, est au cœur du projet de vie que se forge un groupe de jeunes de la région parisienne qui refusent la société qui leur est promise. Personnage central du livre, Gabriel a tout de l'anti-héros, physique ingrat, milieu défavorisé, une vie sur les marches de son immeuble, avenir bouché. Il rêve de montagnes. Sa rencontre avec un

groupe de grimpeurs le sort de son marasme. Premiers émois amoureux, amitiés fortes dont le couple Mouna-Nemo qui rêvent de s'installer dans un village de montagne, Escaro. Enfants de soixante huitards revenus du militantisme, ils refusent de « s'insérer ». À Escaro ils seront libres, travailleront comme ils l'entendent... Pour cela il faut de l'argent, alors les trois amis décident de braquer un bureau de change, on se doute que rien ne se passera comme prévu. Inspirée entre autres de l'affaire Rey-Maupin, l'intrigue donne l'occasion à Jean Kouchner de fustiger une société qui n'est pas tendre avec la jeunesse, celle des banlieues, stigmatisée, celle de la petite bourgeoisie qui ne se reconnaît plus dans les combats



de ses aînés. Un sombre récit, portant la marque du désenchantement.

Heureusement la montagne est là, l'auteur la décrit magnifiquement, elle offre une respiration, peut-être un espoir.

Nicole Gaspon

Balzac éditeur, 19€

Théâtre

Au bonheur d'école

Au Festival des vendanges d'Octobre, la compagnie Scripta Volant a fait résonner des voix pas comme les autres.

À la suite du dispositif « *Ces élèves (qui) nous élèvent* » lancé à l'Académie de Montpellier, plus de deux cent témoignages d'enseignants sont récoltés puis un recueil est publié. C'est alors que Jean Christophe Gary propose de le diffuser plus largement en mettant en voix et en musique ces témoignages. La thématique ? Ces moments particuliers dans la vie des enseignants où les élèves les élèvent. Dans l'obscurité d'une scène presque nue, trois silhouettes entrent et se placent. Des sons d'école retentissent. Et nous voilà plongés dans ce qui sera une galerie de portraits et de moments de vie d'enseignants qui racontent, se confient, se remettent en question et livrent leur reconnaissance auprès de ceux qui leur sont indispensables : les élèves.

Un trio humain scénique qui donne envie de croire.

Pour relayer ces textes non écrits pour la scène, il ne fallait pas moins que la force d'interprétation de deux comédiens : Frédéric Noguer et Lucie Chillon. Cet exercice difficile a été néanmoins rondement mené grâce à leur générosité et leur engagement personnel. Par un tour de force les comédiens ont su mettre en valeur le métier d'enseignant

mais surtout mettre au cœur de tout la relation à l'autre, l'élève : celui qui envahit les esprits, qui fait grandir. Il ne s'agit plus de parler des élèves comme des numéros mais bien comme des êtres humains qui, sans même qu'ils s'en aperçoivent, sont à l'origine de l'évolution de leur professeur. Mais le spectacle ne serait pas complet sans la présence d'Émilie Gadave, compositrice et créatrice de l'univers sonore du spectacle. Sa sensibilité et sa subtilité permettent de mêler sons d'univers d'école, créations sonores inédites, et des mélodies afin d'accompagner, de soutenir mais surtout que texte et contexte soient sublimés.

« *Au bonheur d'école* » remet l'élève au centre des débats plutôt qu'au centre des programmes. Un bel outil pour permettre aux jeunes de comprendre que ceux que la société place à la première marche du savoir ne sont que des êtres humains. Que leur métier n'est qu'un échange permanent. D'apparence simple et épuré, ce spectacle ouvre sur des réflexions et peut-être même des réponses qu'il est essentiel que les élèves entendent, nos enfants et sans nul doute nous-même, les parents.

A.G.



© Compagnie Scripta Volant

Livre

La passion du cinéma

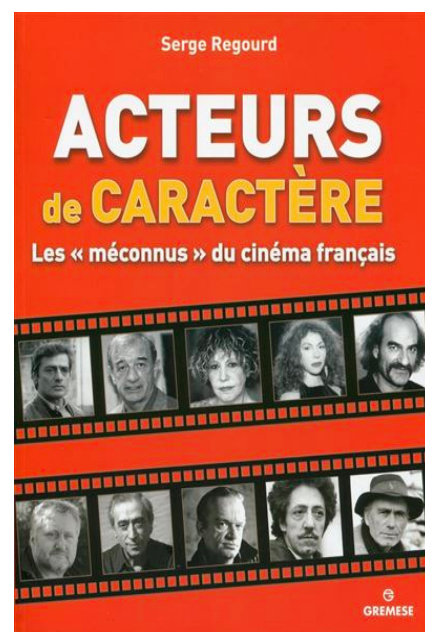
Avec plusieurs livres, Serge Regourd apporte sa pierre à la connaissance du septième art.

Passionné de culture, Serge Regourd, universitaire, président de la commission culture et audiovisuel du conseil régional, est aussi militant pour la culture. Cela, au travers de ses engagements et de ses écrits. Il publiait l'an passé SOS culture (éd Indigènes) dont nous avons rendu compte. Le cinéma et celles et ceux qui le font sont très haut dans ses domaines de prédilection. Spectateur et commentateur assidu, il a écrit en 2021, avec Alain Stouvenel, le premier tome de *L'ABC des acteurs et actrices du cinéma français et de la télévision* (éd un autre reg'art). Y sont présentés mille interprètes depuis le début du parlant jusqu'à 2000.

Avec ce nouveau livre, *Acteurs de caractère Les « méconnus » du cinéma français* (éd. Grémeşe) Serge Regourd s'attache à ces interprètes « *non bankables* » c'est à dire « *non aptes à générer des profits* ». Elles et ils tiennent rarement les premiers rôles mais leurs visages sont connus

du public, ont de fortes personnalités, et souvent font carrière au théâtre. Saluons cette initiative de Serge Regourd, cet hommage à des artistes remarquables et disons notre plaisir à feuilleter ce bel ouvrage et son iconographie. On y découvre des visages, mais on en retrouve certains qui nous sont familiers, qui nous rappellent tel ou tel film, tel bonheur de cinéma. Impossible de les citer tous, nous en avons dénombré 135, mais quelques-unes et quelques-uns. Jacques François, très smart, il parodie, pontifie. Maurice Garrel, « *figure marquante du cinéma d'auteur* ». Sacrée personnalité que celle de Liliane Rovère vue dans Buffet froid, Préparez vos mouchoirs...et très récemment dans la série Dix pour cent. La subtilité de jeu de Jean Bouise. La trogne pas possible de Michel Constantin dans des rôles de gangster...L'attachante Myriam Boyer, une belle carrière au théâtre et au cinéma comme dans Série noire. Et tant d'autres...

N.G.





©Stephane Buriot / Hans-Lucas

Manifestation

Contre la vie chère et l'inaction climatique

La Nupes appelait à la manifestation à Paris dimanche dernier.

Visiblement, une forte mobilisation sur le pavé parisien, 140 000 personnes a annoncé la France Insoumise. « Vous avez répondu à l'appel et votre force immense déferle à cet instant où il fallait être au rendez-vous », s'est enthousiasmé Jean-Luc Mélenchon dans son discours d'ouverture de la Marche. « Une force immense a déferlé sur Paris aujourd'hui contre la vie chère et l'inaction climatique, pour défendre nos retraites et pour la hausse des salaires ». « Un pari réussi » pour Ian Brossat, le porte-parole du PCF a salué la mobilisation dimanche 16 octobre et appelé à poursuivre le mouve-

ment mardi 18 octobre, jour d'appel à la grève interprofessionnelle. « Il y avait beaucoup de monde, c'est qu'il y a beaucoup de colère dans notre pays. » Concernant la mobilisation prévue le 18 octobre, « évidemment que j'appelle à participer massivement à la fois à la grève et aux manifestations qui auront lieu ce jour-là ». Pour le porte-parole du PCF, c'est « essentiel si on a envie que le gouvernement écoute un peu plus de l'oreille gauche et arrête d'écouter systématiquement de l'oreille droite ».

J.P.

Assemblée Nationale

Des trous dans la raquette

Dans le cadre du débat parlementaire sur le budget 2023, plusieurs amendements ont été adoptés contre l'avis du gouvernement.

Les députés ont adopté, mercredi 11 octobre, un amendement visant à décourager les grandes entreprises de distribuer des résultats exceptionnels en « superdividendes ». Le texte adopté vise les grandes entreprises, au-dessus d'un certain seuil de chiffre d'affaires. Il prévoit « une majoration temporaire de cinq points du prélèvement forfaitaire unique », le portant à 35%, sur les dividendes distribués ou les rachats d'actions, quand ces revenus sont « supérieurs de 20% à la moyenne des revenus distribués entre 2017 et 2021 ».

L'amendement au projet de loi de finances a été présenté par Jean-Paul Mattei (MoDem), qui fait partie de la majorité présidentielle. Sauf que cet amendement a fait l'objet d'un avis défavorable de l'exécutif. Il a finalement

été largement adopté (227 voix pour et 88 contre), grâce notamment au soutien de la gauche et celui du RN. Il a aussi reçu les suffrages de 19 députés du groupe Renaissance.

Fabien Roussel a commenté : « Nous avons réussi à faire voter une série d'amendements importants ces deux derniers jours. Tels que la taxe sur les profits, la demi-part fiscale pour les veuves d'anciens combattants dont le mari est décédé avant l'âge de 64 ans, la fin de l'Exit-tax (un avantage fiscal pour les riches),... Et nous avons rejeté le texte de loi de programmation des finances publiques qui prévoyait de baisser les finances

E. Borne se prépare à un automne très chaud

... QU'EST-CE QU'ILS VEULENT, DANS L'OPPOSITION ? ...

... QU'ON MONTE LE CHAUFFAGE DU PALAIS BOURBON À 49°3' ...



des communes et de la santé. Maintenant, le gouvernement ne doit pas utiliser le 49-3 pour revenir sur ces votes démocratiques au sein de l'Assemblée et imposer ses choix ! »

Jacques Pumaréda

Le vote du budget, le 49/3, ou la chronique d'une « cagade » annoncée

Je ne vous cacherai pas que la métaphore de la « cagade » qui a de fortes racines catalanes n'est pas d'un goût raffiné, mais elle s'est imposée à moi comme une évocation parlante, trébuchante et odorante de la politique macronienne. Je vous demande de bien vouloir excuser un écart de langage. Mais autant appeler les choses par leur nom.

Des cagades connues

La bande au pouvoir nous entraîne avec une application plus que soutenue vers la « cagade » en question dans le titre. On peut même dire qu'elle les cumule. Nous avons une pleine armoire de c... en préparation. Il y a la volonté aveugle d'imposer une réforme des retraites à une société qui n'en veut pas, où il est déjà difficile de maintenir en activité beaucoup de ceux qui s'en approchent, mais Macron dès la campagne électorale l'a mise dans le paysage, comme s'il n'avait rien compris au mouvement de 2020. Comble d'outrecuidance, il considère que la majorité qui a voté pour lui aux présidentielles a voté pour sa réforme des retraites... alors qu'il s'agissait tout simplement de s'éviter la Marine. Même si l'on en parle un peu moins, cette c... est dans le paysage et l'empuantit, normal ! La réforme de l'indemnisation du

chômage en est une deuxième qui vise tout simplement à faire que ces périodes douloureuses pour ceux qui ont à les vivre le soient encore plus pour les inciter à retrouver très vite un emploi et à accepter d'être toujours un peu plus exploités.

Dans ces deux domaines, les partisans de la réforme, en clair

Aux cagades d'aujourd'hui

Les c..., elles nous poursuivent. Le vote du budget 2023 est dans l'actualité. Il démontre la même volonté de nier les besoins sociaux et de s'asseoir sur la démocratie. Le gouvernement n'a qu'une majorité relative au

et dilatoires du pouvoir. La seule mesure qu'il n'a pas tardé à envisager c'est l'utilisation du 49/3, un article de la constitution qui permet au gouvernement de faire passer un texte de loi, sans vote, sous couvert du rejet de la motion de censure qu'un dixième de l'Assemblée se doit de déposer. Bonjour l'entourloupe... programmée et l'impossibilité pour les élus de jouer leur rôle.

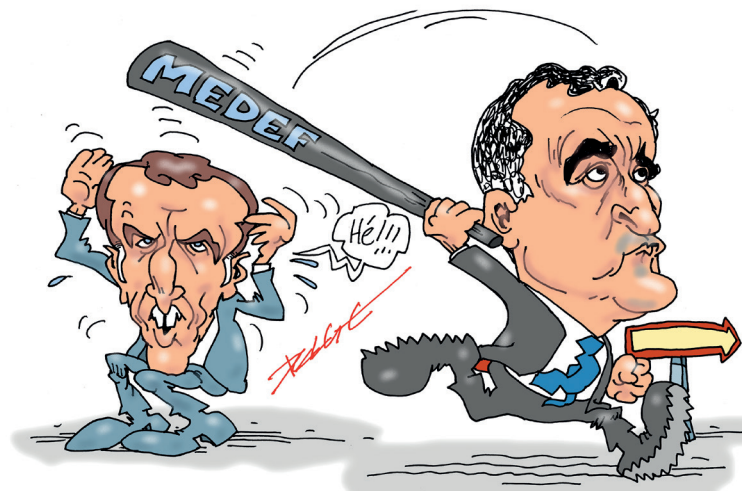
La cascade...

Au moment où j'écris ces lignes, nous n'y sommes pas tout à fait, mais la menace se précise. Les mouvements sociaux grondent. Les réquisitions pleuvent. Les grèves continuent. Les parlementaires proposent des amendements, même des alliés de Macron, pour l'embêter sans doute un peu, en rajoutent sur la taxation des surprofits. Ce jeu normal de la démocratie semble insupportable pour le pouvoir qui annonce le 49/3. La c... est prête à être dégoûpillée...

Mais après elle, il peut y en avoir d'autres : quelle réaction face à la motion de censure ? Une dissolution peut-être. Nouvelle c... Quand le pouvoir est aux abois, il ne peut chercher que dans la fuite en avant une issue improbable... Comme disait Ionesco dans la « Cantatrice chauve » : quelle cascade de cagades !

Jean-Marie Philibert

Réquisitions, autoritarisme tous azimuts : attention au retour de bâton !...



la droite et les réactionnaires de tous poils considèrent que les travailleurs sont des fainéants en puissance que leur souci premier est de continuer à palper (comme on disait avant) et de ne rien foutre. Il s'agit donc de les mettre au pas et de les jeter dans les bras du patronat.

Parlement, qui ne lui suffira pas pour le faire adopter. Il n'est pas sûr de trouver des alliés pour lui prêter main forte, d'autant qu'en dehors de quelques mesures conjoncturelles, il ne prévoit rien pour répondre à une situation... difficile. Regardez les tensions sur le front des luttes sociales et les réponses, plus que tardives,

L'actu vue par TELGE

Taxer les riches ? Le Maire reste droit dans son col roulé



Social : ça devient explosif !



Rifle

TRADITIONNELLE

Dimanche

23

Octobre
à 15h

ASSOCIATION

Les AMIS du

25
PARTIES

+
BINGO



En partenariat
avec

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
CABESTANY

TC

LE TRAVAILLEUR CATALAN

De nombreux lots...

Centre Culturel Jean Ferrat **CABESTANY**

leDepartement66.fr

BENVINGUTS
AUX NOUVEAUX CATALANS !

VALEURS EN FÊTE

LA FÊTE DES ASSOCIATIONS
& DU BÉNÉVOLAT

22 · OCT
de 11h30 à 17h30

PALAIS DES ROIS DE MAJORQUE
PERPIGNAN

Retrouvez les villages
Sport, Culture, Solidarité
et tous les services du Département.

> 11h30 · Apéritif de bienvenue

> Animations

Castells · Sardane · Cobla · Gegants · Gospel · Orchestre

> Initiations

Baseball · Skateboard · Laser run · Handball · Zumba
Arts du Cirque · Parcours vélo pour enfants · Jeux en bois
Parcours handisport · Qi Gong ...

> Ateliers

Sensibilisation à l'environnement et au recyclage
Défis scientifiques pour enfants · Sophrologie
Handi-chiens · Maquillage pour enfants ...

> Restauration et buvette locale

ENTRÉE GRATUITE

Venez nombreux !

Programme complet sur leDepartement66.fr
Contact : 04 68 85 89 92



En partenariat avec :

L'INDEPENDANT



Notre département, vivons-le ensemble !